



PRÉFECTURE DU DOUBS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE 2010/DDT/n° 2010 - 0712 - 05016

**- MISE A 2 X 2 VOIES DE LA RN57  
ENTRE L'A36 ET DEVECEY -**

\*\*\*\*\*

Territoire des communes de :  
**AUXON-DESSUS, CHATILLON-LE-DUC, DEVECEY,  
ECOLE-VALENTIN, MISEREY-SALINES**

**Autorisation au titre du Code de l'Environnement (articles L 214.1 à L 214.4)**

Le Préfet de la région Franche-Comté,  
Préfet du Doubs,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**- ARRETE PREFECTORAL -**

**VU**

- le Code de l'Environnement ;
- le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des Services de l'Etat dans les régions et départements ;
- le SDAGE du Bassin Rhône, Méditerranée et Corse adopté par le comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordinateur de Bassin le 20 décembre 1996 ;
- l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ;
- la demande d'autorisation au titre du Code de l'Environnement présentée le 23 mars 2010 enregistrée sous le n° 25-2010-00035 ;
- l'arrêté de mise à l'enquête du 18 mai 2010 ;

- l'enquête publique qui s'est déroulée du 9 juin au 26 juin 2010 inclus dans les communes de AUXON-DESSUS, CHATILLON-LE-DUC, DEVECEY, ECOLE-VALENTIN, MISEREY-SALINES ;
- le rapport, les conclusions du commissaire enquêteur et son avis favorable du 8 août 2010 ;
- l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 30 avril 2010 ;
- la délibération du conseil municipal de la commune de CHATILLON-LE-DUC du 25 juin 2010 ;
- la délibération du conseil municipal de la commune de DEVECEY du 1er juillet 2010 ;
- la délibération du conseil municipal de la commune de ECOLE-VALENTIN du 2 juillet 2010 ;
- la délibération du conseil municipal de la commune de MISEREY-SALINES du 7 juillet 2010 ;
- l'avis et les propositions de la Direction Départementale des Territoires du Doubs, service instructeur, du 26 octobre 2010 ;
- l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 9 novembre 2010 ;

**Considérant :**

- que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir les intérêts mentionnés à l'article L211-1 du Code de l'Environnement ;
- que les aménagements pour la gestion des eaux pluviales et les modalités d'exploitation des ouvrages prévues dans le dossier de demande d'autorisation, répondent aux objectifs de protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;

**Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;**

## **A R R E T E**

### **Article I. Objet de l'autorisation**

Sont autorisés, et soumis aux dispositions du présent arrêté les travaux de gestion des eaux pluviales et de réaménagement des milieux aquatiques réalisés dans le cadre de la mise à 2 X 2 voies de la RN57 entre l'A36 et DEVECEY.

### **Article II. Régime de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée en application des articles R 214-6 à R 214-31 du Code de l'Environnement relatifs à la procédure d'autorisation prévue par les articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement.

Les aménagements concernés relèvent des rubriques suivantes de l'article R 214-1 du code de l'Environnement relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement :

<b>Rubriques</b>	<b>Nomenclature</b>	<b>Caractéristiques du projet</b>	<b>Déclaration ou Autorisation</b>
<b>2.1.5.0</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha (D)	Superficie totale $\approx$ 211 ha (dont 20,69 ha de surface imperméabilisée)	<b>Autorisation</b>
<b>2.2.4.0</b>	Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à un apport au milieu aquatique de plus de 1 t/jour de sels dissous (D).	Rejet moyen journalier : - ruisseau de la Vallée : 0.49t/j - ruisseau du Jonchet : 0.29t/j - ruisseau de l'Ognon : 0.48t/j	<b>Déclaration</b>
<b>3.1.1.0</b>	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ; 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) . b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D). Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Ouvrages hydrauliques dans le lit mineur d'un cours d'eau	<b>Autorisation</b>
<b>3.1.2.0</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Modification du profil en long du ruisseau du Jonchet de 450 m (et dérivations provisoires du cours d'eau)	<b>Autorisation</b>
<b>3.1.3.0</b>	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D)	Impact sur la luminosité du ruisseau du Jonchet = 50 m	<b>Déclaration</b>

<b>Rubriques</b>	<b>Nomenclature</b>	<b>Caractéristiques du projet</b>	<b>Déclaration ou Autorisation</b>
<b>3.1.4.0</b>	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ; 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).	Création d'un enrochement de berge sur 255 m sur le ruisseau du Jonchet	<b>Autorisation</b>
<b>3.1.5.0</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (Autorisation) 2° Dans les autres cas (Déclaration).	Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères correspondant au travaux de réaménagement du ruisseau du Jonchet sur 450 m.	<b>Déclaration</b>
<b>3.2.2.0</b>	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> (A) ; 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m <sup>2</sup> (D). Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur.	Pas de remblais en lit majeur	<b>Non soumis</b>
<b>3.2.3.0</b>	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).	Réalisation de 4 bassins rétention au total = 0.388 ha.	<b>Déclaration</b>
<b>3.3.1.0</b>	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	Superficie de la zone humide détruite : 0.102 ha et de la zone humide créée : 0.102 ha	<b>Déclaration</b>

### **Article III. Bénéficiaire de l'autorisation**

Le bénéficiaire de l'autorisation est :

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement de FRANCHE-COMTE (DREAL)**

**TEMIS**

**21B rue Alain Savary – BP 1269  
25005 BESANCON CEDEX**

**Exploitant : Direction Interdépartementale des Routes Est  
3 rue Victor Sellier  
25000 BESANCON**

### **Article IV. Durée de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre permanent. Toutefois, elle sera périmée s'il n'en a pas été fait usage dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article V. Localisation des ouvrages**

Le projet de la mise à 2 X 2 voies de la RN57 entre l'A36 et DEVECEY est situé sur le territoire des communes de : **AUXON-DESSUS, CHATILLON-LE-DUC, DEVECEY, ECOLE-VALENTIN, MISEREY-SALINES.**

### **Article VI. Caractéristiques des travaux et ouvrages**

Les ouvrages seront réalisés conformément au dossier de demande d'autorisation et aux plans joints avec prise en compte des engagements du pétitionnaire suite à l'enquête publique.

#### **Gestion des eaux pluviales**

Les eaux de ruissellement de chaussée seront collectées par l'intermédiaire de fossés béton dans les sections en déblai ou de caniveaux à fente/caniveaux en U dans les sections en remblai, puis dirigées vers les bassins de rétention et de traitement.

Les eaux pluviales des bassins versants naturels seront collectées indépendamment des eaux de la plateforme routière par des fossés enherbés et évacuées vers leur exutoire naturel.

Le dimensionnement des bassins de rétention sera établi en prenant en compte une pluie de retour de 10 ans calculé sur la base des surfaces des 4 bassins versants routiers identifiés.

Les caractéristiques des bassins devront respecter les valeurs précisées au tableau suivant :

Bassin de rétention	Implantation	Type de bassin	Bassin versant routier		Milieu récepteur (distance entre BR et milieu récepteur)	écrêtement	
		Fonctions	Bassin versant collecté	Surface du BV collecté (ha)		Débit de fuite (l/s)	Volume de rétention pour 10 ans (m³)
BRI	dans le délaissé entre RN57 et les bretelles d'entrée/sortie entre la RN57 et le giratoire A36	Régulation-décantation	BV1	2.63	Réseau d'eaux pluviales de Besançon (150m)	25	820
BR2	à proximité de l'OA3	Régulation-décantation	BV2	5.83	Fossé puis ruisseau de la Vallée (22m)	60	1 800
BR3	Dans le délaissé entre l'échangeur RD1 et la RN57	régulation-décantation	BV3	2.88	Fossé puis ruisseau du Jonchet (450 m)	30	930
BR4	À proximité du carrefour giratoire côté RN57 actuelle	Régulation-décantation	BV4	7.85	Cadre de 600 x 1 000 mm puis fossé le long de la voie SNCF désaffectée	80	1 820
BR RD1	À proximité du carrefour giratoire de RD1	Régulation-décantation	BV RD1	1.51	Fossé de la RD1 actuelle en provisoire puis assainissement de la RD1 future en définitif	15	440

Toutes les eaux de ruissellement de la plate-forme de la RN 57 de la section faisant l'objet du présent arrêté seront collectées par un réseau séparatif indépendant du réseau de collecte des eaux de ruissellement sur le terrain naturel.

Les caractéristiques des bassins multifonctions et notamment les débits de fuite devront respecter les valeurs prévues au dossier de demande d'autorisation.

En dehors des événements pluvieux exceptionnels (pluie de période de retour supérieure à deux ans pendant 8 h et pluie de période de retour de 10 ans pendant 1 h) les bassins multifonctions présenteront les rendements épuratoires suivants :

	MES	DCO	Cu, Cd, Zn	Hc, HAP
Rendement en %	85	75	80	65

De plus, hors, événements exceptionnels, les rejets devront respecter la valeur seuil de concentration de 100 mg/l pour les MES et de 5 mg/l pour les hydrocarbures.

Les performances épuratoires des ouvrages de traitement mis en place par le pétitionnaire devront assurer, hors des événements exceptionnels (pluie > Q2 de 8H et Q 10 de 1H), le respect des objectifs de qualité des cours d'eau et ruisseaux récepteurs, ainsi que l'attente du bon état et l'objectif de non dégradation demandés par la directive sur l'eau.

Pour permettre de vérifier les rendements épuratoires des bassins, des points de prélèvement seront aménagés en entrée et en sortie d'ouvrage et accessibles au service police de l'eau.

### Rétablissement des écoulements naturels

Le rétablissement des écoulements naturels sera réalisé par des ouvrages de type cadre suivant le principe d'aménagement précisé au dossier.

Les caractéristiques des ouvrages sont les suivantes :

BV	Superficie en ha	Débit centennal en l/s		Caractéristiques de l'ouvrage actuel	Nom de l'ouvrage envisagé	Caractéristiques de l'ouvrage envisagé	Pente de l'ouvrage	Débit capable de l'ouvrage en l/s
BVN1	51.2	5 600	ruisseau de la Vallée	Ø 1 200	OH3	Ouvrage cadre de 10m de large x 3.5m de haut. Passage grande faune et piste cyclable	2 %	Débit capable du dalot permet de passer la crue centennale
BVN2 chemin communal	106	9 150	ruisseau du Jonchet	Buse	OH du chemin communal	Cadre de 3m de large et 1m de haut	2.5%	Débit capable du cadre : 20 246l/s (permet de contenir la crue centennale)
BVN2	140.6	12 136	ruisseau du Jonchet	Ø 1 000	OH4 du jonchet	Dalot de 3.5m de large et 2m de haut avec un passage petite faune de 1mx1m	2%	Dalot empierré permet de passer la crue centennale
BVN3	10.7	1 480	Ruisseau intermittent	Cadre 600x1 000mm	OH6	Fossé terre + dalot 600x1 000mm existant	3.5%	Débit capable du dalot : 2 112 l/s

### Réaménagement du ruisseau du Jonchet

Le ruisseau du Jonchet sera repris sur une longueur de 450 mètres assurant un nouveau tracé permettant de redonner un aspect plus naturel du cours d'eau avec création de méandres et plantation d'une ripisylve.

### Création d'une mare

Une nouvelle mare sera réalisée pour compenser la mare comblée par le tracé de la RN 57. Cette mare aura une superficie de 1020 m<sup>2</sup> minimum et sera alimentée par les eaux de ruissellement du bassin versant intercepté d'une surface de 24,3 ha.

Les travaux sur les cours d'eau seront soumis à l'avis de la police de l'eau et de l'ONEMA dans les conditions de l'article VII.2-c ci-après.

## **Article VII. Conditions techniques de réalisation des travaux**

### **VII.1. Dispositions générales**

#### *a) Au titre de la loi sur l'eau*

L'ensemble des travaux, ouvrages et mesures correctives ou compensatoires prévus par le pétitionnaire dans le cadre de la présente autorisation devront, sauf prescriptions contraires du présent arrêté, être réalisés selon :

Le descriptif technique du dossier d'autorisation présenté par le pétitionnaire

Les plans détaillés des travaux prévus en rivière préalablement validés par les services police de l'eau, conformément aux modalités définies à l'article VII 2 c) ci-après.

### **VII.2. Dispositions particulières en phase de chantier**

#### *a) Au regard de l'environnement*

Le pétitionnaire imposera aux entreprises réalisant les travaux de mettre en œuvre des mesures de protection des eaux et des milieux aquatiques. Ces mesures seront reprises dans les dossiers de consultation des entreprises, sous forme d'une notice de respect de l'environnement et d'un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement.

La notice rédigée par le pétitionnaire sera tenue à disposition du service police de l'eau, elle définira notamment :

Les moyens mis en œuvre pour la réalisation des travaux,

Les consignes strictes à respecter pour prévenir tout risque de pollution accidentelle

Les consignes strictes à respecter pour limiter les effets en cas d'incident

Le mode de calcul des pénalités à appliquer à l'entreprise responsable en cas d'impact sur le milieu environnemental,

Pour le suivi et le contrôle des chantiers, il sera nommé un chargé d'environnement indépendant de la direction du chantier. Il rédigera un manuel de suivi environnemental qui sera tenu à la disposition du service de police de l'eau.

**Avant le démarrage des travaux, le nom et les coordonnées du chargé d'environnement ainsi que l'échéancier des travaux seront transmis au service de police de l'eau.**

En fin d'opération, la DREAL dressera un bilan de suivi environnemental du chantier qu'elle notifiera dans un délai de 3 mois après l'achèvement des travaux au service police de l'eau.

#### *b) Au regard de la surveillance de la qualité des cours d'eau*

Tous les cours d'eau impactés par le projet feront l'objet d'une surveillance attentive durant la phase d'intervention. Les dispositions prises seront proposées dans la note technique demandée au paragraphe ci-après (c) au regard des interventions en rivière.

#### *c) Au regard des interventions en rivière*

Le service police de l'eau et l'Office National de l'Eau et des milieux Aquatiques (ONEMA) seront avertis au moins **1 mois avant** tout début des travaux sur les cours d'eau. La DREAL adressera une note précisant les modalités techniques d'intervention (description des travaux, déroulement des opérations, durée, rappel des caractéristiques du milieu et des mesures de sauvegardes envisagées) ainsi que les plans et croquis nécessaires à la bonne compréhension.



**Le démarrage des travaux ne pourra avoir lieu qu'après validation obligatoire de la note technique par le service police de l'eau. En l'absence d'observation ou de remarque formulées dans un délai d'un mois à compter de la transmission de la note, celle-ci sera réputée validée.**

L'écoulement du cours d'eau devra être maintenu à l'aval de travaux qui ne devront pas faire obstacle à la libre circulation du poisson.

Avant toute intervention et en concertation avec l'ONEMA des pêches électriques de sauvetage à la charge du pétitionnaire pourront être réalisées dans les cours d'eau impactés.

L'approvisionnement du chantier en matériaux interviendra par utilisation de l'ensemble des accès possibles hors du lit mineur des rivières. A l'exception des travaux à effectuer dans le lit mineur des rivières, explicitement décrits dans le dossier de demande d'autorisation, les engins de chantier ne seront pas tolérés dans le lit mineur des rivières. Les éventuelles demandes de dérogation seront à adresser au service police de l'eau.

Toutes les mesures nécessaires (filtres, bassin de rétention provisoires, batardeaux en rivière...) devront être prises pour limiter les rejets polluants (matières en suspension, laitances de ciments...) dans les cours d'eau.

Les déblais effectués sur des sites contaminés par la renouée du japon ne seront pas réemployés sur le site ni stockés sur des terrains en bordure de cours d'eau.

*d) Au regard de la protection des zones humides et des zones inondables*

Les emprises du chantier, les zones de dépôts et de stockage de produits ou matériaux seront définies en dehors des zones humides et des zones inondables à l'exception de celles faisant l'objet de travaux, tel que décrits dans le dossier de demande d'autorisation et strictement limitées aux besoins de chantier. Elles seront clôturées et revégétalisées immédiatement après les travaux. Un balisage des zones humides à proximité des chantiers sera effectué afin d'éviter toutes divagations des engins.

*e) Au regard des prélèvements et des pompages d'eau pour les besoins du chantier*

Les prélèvements d'eau nécessaires au chantier (humidification des terrassements pour limiter des poussières) sont strictement interdits dans les ruisseaux avoisinant.

*f) Au regard des eaux de ruissellement et de pompage dans les fouilles*

Les eaux de ruissellement sur les terrassements et de pompage dans les fouilles doivent être collectées vers des bassins de rétention dimensionnés de manière à stocker une pluie de retour 2 ans recueillie sur la surface concernés qui assureront la fonction de décantation avant rejet dans le milieu naturel. En sortie des bassins, des écrans-filtres mobiles de type bottes de paille, géotextiles ou matériaux filtrant seront mis en œuvre dans les fossés provisoires ou définitifs. En dehors des événements exceptionnels (pluie > Q 2 ans) les rejets au milieu naturel devront respecter la valeur seuil de concentration de matières en suspension de 100 mg/l en instantané.

Le pétitionnaire doit s'assurer de la capacité des émissaires (fossés, ruisseaux...) à évacuer ces eaux de ruissellement.

*g) Au regard de la prévention et du traitement des pollutions accidentelles*

Toutes les mesures à prendre et les dispositifs à mettre en œuvre pour prévenir et traiter l'effet d'une pollution accidentelle des eaux superficielles ou souterraines seront consignées dans le manuel de suivi environnemental du chantier. Il sera notamment demandé aux groupements d'entreprises travaillant sur le chantier d'élargissement d'avoir en stock des barrages flottants anti-pollutions, des produits dispersants et des boudins absorbants.

Des aires spécifiques imperméabilisées et munies d'un dispositif de rétention seront mises en place pour le stockage des produits polluants et l'entretien des engins. Aucune aire de stockage ne se situera dans un périmètre de protection de captage, sur une zone à aléa karstique fort, en zone humide ou zone inondable.

Les règles de sécurité liées à la circulation et à l'entretien des véhicules, rappelées dans la notice qui sera rédigée par la DREAL à l'attention des entreprises, devront être scrupuleusement respectées, en particulier à l'intérieur des périmètres de protection des captages.

*Tout incident devra être signalé au service police de l'eau, SIAC, ARS et à l'ONEMA qui pourront demander des prélèvements et des analyses des eaux de surfaces et souterraines susceptibles d'être affectées.*

*h) Au regard de la remise en état après travaux*

Aires de chantier :

– En fin de chantier, tous les ouvrages provisoires seront enlevés et les lieux remis dans leur état initial pour éviter le ruissellement ultérieur par les fines et restaurer l'aspect paysager.

Cours d'eau :

- Les matériaux de remblai et buses provisoires seront évacués en dehors du cours d'eau.
- Le lit mineur de la rivière sera reconstitué en matériaux naturels et en conservant son profil initial (profil en long et en travers) sans surcreusement ni embâcles.
- La reconstitution des berges et du lit sera, si nécessaire, accompagnée d'un renforcement mécanique afin de prévenir les érosions.

## **Article VIII. Disposition particulières en phase « exploitation »**

*a) Au regard du suivi environnemental*

Avant le début de la phase « exploitation », la DREAL rédigera, en s'appuyant sur la DIR / Division Exploitation, un manuel de suivi environnemental. Ce manuel décrira précisément la nature des suivis réalisés ainsi que l'organisation du future gestionnaire y compris ses méthodes de gestion environnementale liées à l'exploitation. Il indiquera la liste des organismes à qui est confiée tout ou partie de la surveillance et précisera la qualification des personnes associées à ce dispositif. Ce manuel sera complété par :

- Un cahier des procédures d'exploitation des ouvrages,
- Un registre de suivi des opérations d'entretien réalisées, des dysfonctionnements et pollutions éventuels sera tenu à la disposition du service police de l'eau.

*b) Au regard de l'entretien des abords (désherbage) et des opérations de salage pour l'entretien hivernal*

**Le projet se situant pour la partie nord en bordure du périmètre de protection rapprochée des captages du syndicat des eaux d'Auxon-Chatillon les dispositions suivantes devront être mise en œuvre :**

le désherbage chimique est interdit sur les zones dont les eaux de ruissellement s'écoulent vers les périmètres de protection des captages.

Pour réduire les rejets de sel de déverglaçage dans les eaux superficielles et souterraines, les quantités de sel épandues sur la chaussée seront limitées au strict minimum tout en respectant les contraintes d'entretien hivernal des chaussées pour la sécurité des usagés.

## **Article IX. Intervention en cas de pollution accidentelle**

Une consigne générale d'intervention de sécurité devra être affichée en permanence au niveau des systèmes de fermeture des bassins. Elle précisera la marche à suivre en cas d'accident, le fonctionnement du dispositif de fermeture et son emplacement ainsi que les personnes à prévenir (service police de l'eau, ARS, SIAC).

Un document de synthèse explicitant les modalités d'intervention sera mis à la disposition des personnes devant intervenir. Il comprendra les éléments suivants :

- Itinéraire d'accès au bassin de retenue
- Situation des vannes à manœuvrer et vérifications à opérer en vue de s'assurer de l'efficacité de l'action réalisée et de permettre un compte-rendu précis de la situation auprès des personnes ou organismes compétents
- Localisation des stocks de sables et autres produits absorbants.

Les personnels devront intervenir le plus rapidement possible pour :

- fermer la vanne de l'orifice de fuite du bassin de rétention dès l'arrivée du produit polluant dans celui-ci,

- identifier la nature du produit déversé à l'aide des codes indiqués sur le camion accidenté et la communiquer à l'entreprise spécialisée dans la récupération et le traitement des produits pollués.

Les polluants ainsi que tous les éléments contaminés (soils, sédiments...) seront évacués vers des centres de traitement spécialisés.

**La DIRE exploitant de la RN57 devra avertir le service de police de l'eau, l'ARS et le SIAC immédiatement en cas de pollution accidentelle ou de dysfonctionnement des ouvrages.**

La fin de l'alerte ne sera effective que lorsque toutes ces dispositions seront effectuées.

## **Article X. Exécution- Contrôle des travaux - Plan de récolement**

**Le service de police de l'eau sera informé de la date de démarrage des travaux.**

A l'achèvement des travaux visés par le présent arrêté, le maître d'ouvrage en informera le service police de l'eau et lui transmettra le plan de récolement au 1/5000<sup>ème</sup> indiquant l'implantation de l'ouvrage relevant de la présente autorisation, un tableau synthétique des caractéristiques de ces ouvrages et un plan de détail des bassins.

Le service police de l'eau procédera, en présence du maître d'ouvrage, à une visite de contrôle. Il communiquera au pétitionnaire, dans un délai d'un mois après la visite, un compte-rendu de visite où il mentionnera, le cas échéant, les modifications à apporter aux travaux pour assurer le respect du présent arrêté.

## **Article XI. Entretien des ouvrages**

L'ensemble du système d'assainissement des eaux pluviales réalisé dans le cadre de la mise à 2 x 2 voies de la RN57 entre l'A36 et DEVECEY sera entretenu régulièrement par la DIRE, ou le gestionnaire à qui elle aura confié cette prestation, afin d'assurer un fonctionnement normal et permanent des installations.

Les bassins multifonctions et l'ensemble des fossés et ouvrages seront curés régulièrement autant que de besoin.

L'étanchéité des bassins et le contrôle du bon état des ouvrages de maçonnerie seront réalisés régulièrement.

L'élimination des matières de curage sera assurée par un centre de traitement ou par tout autre moyen agréé et conforme à la réglementation en vigueur.

Le service chargé de l'entretien des ouvrages disposera d'un cahier des procédures.

Toutes les opérations d'entretien seront consignées dans un registre de suivi des opérations d'entretien et seront notées :

- les dates d'intervention
- les quantités de produit de curage
- la destination et les centres de traitement des produits de curage

## **Article XII. Modifications ultérieures**

Conformément aux dispositions de l'article R-214-18 du code de l'environnement, toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation, aux ouvrages, à leurs modes d'utilisation, à la réalisation des travaux et (ou) de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande d'autorisation, doit être soumise, avant sa réalisation et avec tous les éléments d'appréciation, à l'approbation du Préfet (service chargé de la police de l'eau).

## **Article XIII. Contrôle des installations**

Les agents de la Police de l'Eau et les agents assermentés devront constamment avoir accès aux installations autorisées.

## **Article XIV. Droit des tiers**

Le pétitionnaire devra se conformer à toutes les lois et règlements en vigueur.  
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article XV. Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## Article XVI. Publication

La présente autorisation sera :

- notifiée au permissionnaire (la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement),
- publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Doubs
- publiée dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés du département du Doubs. L'avis précisera le lieu où l'arrêté peut être consulté.
- affichée dans les Mairies de AUXON-DESSUS, CHATILLON-LE-DUC, DEVECEY, ECOLE-VALENTIN, MISEREY-SALINES pendant une durée minimum de un mois ; un certificat d'affichage sera adressé, par la mairie à la Préfecture du Doubs.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture du DOUBS, ainsi qu'aux mairies des communes de CHATILLON-LE-DUC et MISEREY-SALINES concernées par la plus partie de l'opération.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du DOUBS pendant une durée d'au moins 1 an.

## Article XVII. Délai et voie de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de BESANCON :

- par le permissionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai de quatre ans à dater de la publication au recueil des actes administratifs.

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

## Article XVIII. Exécution de l'arrêté

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs
- MM les Maires des communes de AUXON-DESSUS, CHATILLON-LE-DUC, DEVECEY, ECOLE-VALENTIN, MISEREY-SALINES
- Madame la Directrice Départementale des Territoires
- Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme à l'original sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé
- Monsieur le chef du service départemental de l'ONEMA.

Besançon, le 7 DEC. 2010

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Pierre CLAVREUIL

# ANNEXE 1

## Récapitulatif des informations et documents à transmettre au service police de l'eau par le pétitionnaire

Informations et documents à transmettre	échéances
- Informer le service de police de l'eau de la date de démarrage des travaux (article X) et communiquer le nom et les coordonnées du chargé d'environnement ainsi que l'échéancier des travaux (article VII.2-a)	avant démarrage des travaux
- Informer le service de police de l'eau avant tout début de travaux dans les cours d'eau et adresser une note précisant les modalités techniques d'intervention (article VII-2-b et c)	1 mois avant tout démarrage de travaux dans les cours d'eau
- Informer le service de la police de l'eau de l'achèvement des travaux visés par le présent arrêté et transmettre un plan de récolement au 1/5 000 <sup>ème</sup> indiquant l'implantation des ouvrages relevant de la présente autorisation et un tableau synthétique des caractéristiques des ouvrages et un plan de détail des bassins (article X).	dès l'achèvement des travaux
- Notifier le bilan du suivi environnemental du chantier réalisé par le chargé d'environnement.	3 mois après l'achèvement des travaux